

La voix de l'opposition de gauche

Portugal. L'union nationale ou de la dictature de l'industrie financière à la dictature tout court

Le 9 avril 2011.

Les autorités de la zone euro ont précisé, que le plan d'assistance financière du Portugal qui devrait s'étendre sur trois ans, pourrait représenter environ 80 milliards d'euros et que l'Union européenne en prendrait comme pour la Grèce et l'Irlande les deux tiers à sa charge, le reste incombant au Fonds monétaire international.

Ce dernier a fait savoir vendredi qu'il avait reçu une demande d'assistance financière du Portugal. "*Nous sommes prêts à agir avec diligence concernant cette demande et à tenir rapidement des discussions avec le gouvernement portugais, ainsi qu'avec la Commission européenne et la Banque centrale européenne, sur un programme économique soutenu par les principaux partis politiques*", a dit le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn dans un communiqué.

Le programme reposera sur trois piliers : un plan d'ajustement budgétaire ambitieux ; des réformes structurelles visant à restaurer la compétitivité de l'économie portugaise accompagnées d'un programme de privatisations ; des mesures pour assurer la liquidité et la solvabilité du secteur financier.

"*Les préparatifs vont débuter immédiatement pour parvenir à un accord interpartis permettant que le programme d'ajustement soit adopté à la mi-mai et mis en oeuvre de manière rapide après la formation d'un nouveau gouvernement*", est-il indiqué dans un communiqué des ministres des Finances de la zone euro.

Des élections législatives sont prévues le 5 juin mais des échéances de refinancement importantes en avril et juin, ainsi que la pression des banques nationales, ont finalement convaincu le gouvernement en affaires courantes à demander une aide à l'UE et au Fonds monétaire international.

Le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, a indiqué que les discussions allaient commencer immédiatement avec tous les partis portugais.

"*Il est essentiel qu'au Portugal un accord entre tous les partis soient trouvé afin d'assurer que le programme puisse être adopté en mai*", a-t-il dit, avant de signaler que l'objectif était de parvenir à un accord lors d'une réunion des ministres des Finances le 16 mai. (Reuters 08.04)

Avez-vous noté le timing ?

1- Les marchés financiers font tomber le gouvernement ;

2- Ils imposent à l'Etat portugais un prêt de 80 milliards d'euros aux conditions qu'ils vont fixer eux-mêmes par la voix de l'UE, privatisations, coupes sombres dans les budgets sociaux de l'Etat, remise en cause d'autres droits ou acquis sociaux des travailleurs ;

3- Une fois ceci acquis avec l'accord des principaux partis politiques, celui de l'ordre et ses complices dits de gauche, sera organisé un simulacre d'élections législatives, qui n'auront rien de démocratiques puisque aucun parti susceptible de remettre en cause cet accord entre l'Etat portugais et l'aristocratie financière ne sera en mesure de faire entendre sa voix ou de l'emporter à ces élections, ces élections ont donc pour seul objectif de légitimer la dictature du capitalisme financier dirigée depuis Washington et Bruxelles pour le compte des banquiers qui de fait contrôlent l'économie mondiale, d'imposer le joug du talon de fer du capitalisme financier au prolétariat portugais.

On aura compris que ce qui est en train de se réaliser au niveau de l'ensemble des pays de l'UE, car la Grèce, l'Irlande et le Portugal n'est qu'un début, est une copie conforme de ce qui existe déjà depuis

plusieurs décennies aux Etats-Unis, c'est-à-dire la mise sous tutelle des Etats sous la coupe des banquiers et des rentiers de l'aristocratie financière.

Pour expliquer cette situation, on pourrait évoquer la féroce concurrence que se livrent les principaux Etats impérialistes de la planète, les Etats-Unis, le Japon, la Chine, la Russie, le Brésil et les pays les plus riches de l'UE, pour conserver ou conforter leur place sur le marché mondial, mais cette explication est très insuffisante.

C'est la phénoménale disproportion, la gigantesque contradiction qui existe entre la raison d'être du capitalisme, accumuler toujours plus de capital, donc maintenir des taux profits élevés, accroître toujours plus la productivité, l'exploitation, et l'évolution de la démographie mondiale des 6 dernières décennies qui se traduit par de gigantesques besoins sociaux à satisfaire, concernant une population toujours plus nombreuses, mieux éduquées, dont la patience est à bout, qui refuse de nouveaux sacrifices ce que manifestent actuellement les insurrections en Afrique du Nord et les régions limitrophes, bref, ce sont directement les fondements du capitalisme, les rapports de production ou sociaux sur lesquels repose le système économique actuel qui sont en cause, car ils conduisent infailliblement à une situation intenable à terme, à des relations entre les classes ne vont cesser de se tendre, à l'éclatement du marché mondial, à la guerre et à la révolution.

Ils ont déjà sacrifié des peuples entiers, une grande partie de l'Afrique qu'ils ont maintenue dans un état d'indigence permanent, dans la pauvreté extrême ou pire conduit à la famine, sans parler des guerres et des génocides qu'ils ont orchestrés, ils n'ont cessé de piller systématiquement ses ressources en en tirant des profits gigantesques, mais cela ne suffit plus, ils ont dans le même temps surexploité dans des conditions abominables des centaines de millions de travailleurs en Asie, en Chine, Inde, Indonésie, Sri Lanka, Bangladesh, etc, sans oublier le Japon, mais cela ne suffit plus, il leur faut maintenant appliquer les mêmes méthodes sur tous les continents et dans tous les pays où les travailleurs par leur lutte de classe au cours du XXe siècle ont conquis des droits sociaux et politique, en Europe et en Amérique Latine et du Sud principalement, mais aussi aux Etats-Unis et en Corée du Sud.

Ils en sont arrivés au point où ils sont obligés de rémunérer des centaines de millions de travailleurs (avec leurs familles) à travers le monde qu'ils ont mis eux-mêmes au chômage, de dépenser des sommes colossales pour survenir aux besoins sociaux d'une population toujours plus importantes qui ne produit rien, aucune richesse, donc pas de plus-value ou profit, qui leur coûtent des centaines, voire des milliers de milliards de dollars par an pour simplement ne pas les laisser crever comme des chiens et éviter que la situation sociale ne dégénère en révolution sociale et politique, pour finalement uniquement assurer la survie du capitalisme tandis que ses représentants continuent de s'enrichir toujours plus. C'est cette contradiction qui à terme est intenable, explosive sur le plan économique et politique.

L'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui coïncidait au début du XXe siècle avec la fusion de l'industrie et de la banque sous le contrôle de celle-ci, a atteint ses limites avec la prise de contrôle des Etats par les banquiers, signifiant par là que la démocratie devait s'effacer ou disparaître face aux exigences grandissant du capital. La démocratie est devenue incompatible avec la satisfaction des besoins de l'infime minorité de rentiers qui contrôlent l'économie mondiale et qui doivent malgré eux pourvoir à la survie de milliards de travailleurs pauvres à travers le monde, d'où la nécessité impérieuse de soumettre tous les Etats à leur dictature.

Pourquoi dit-on que ce sont les fondements du capitalisme qui sont directement en cause ?

Parce qu'ils conduisent à la paupérisation une masse grandissante de travailleurs à travers le monde, dans des proportions inégalées dans le passé ou à une échelle gigantesque, aucun pays n'est épargné, parce qu'ils sont incompatibles avec la satisfaction des besoins et des aspirations élémentaires de l'ensemble des masses laborieuses.

Le développement exponentiel de la population mondiale et des forces productives est plus que jamais incompatible avec l'existence du mode de production capitaliste, du coup, les capitalistes détenant toujours le pouvoir, il leur faut détruire toujours plus de forces productives, ce qu'ils savent très bien faire en recourant à la guerre, mais cela ne suffit plus, car ce n'est qu'un aspect de la contradiction qu'ils doivent affronter, il leur faut également endiguer ou contenir la formidable pression, le danger que représente sur leurs profits l'augmentation de la population mondiale et ses besoins attendants, il leur faudrait détruire cette

énorme masse potentielle de forces productives qui aujourd'hui leur est inutile et qu'ils doivent entretenir à rien faire, un paradoxe insupportable pour un rentier qui ne vise qu'à exploiter ceux qui ne possèdent rien et s'enrichir sur leur dos.

En résumé, on pourrait affirmer que c'est l'existence de plusieurs milliards d'hommes, femmes et enfants improductifs qui leur pose un réel problème, parce qu'ils n'ont aucune solution pour satisfaire leurs besoins ou pour les liquider tout simplement, les faire disparaître. Il ne leur reste comme ultime recours pour gagner du temps, que de prendre la direction des différents Etats, la principale mission de l'Union européenne en Europe, afin de soumettre le prolétariat à sa dictature. Et ils comptent pour y parvenir sur la soumission des différents partis se réclamant de la classe ouvrière et des dirigeants syndicaux, ce qui est en bonne voie. La chasse aux sorcières engagée par le gouvernement Sarkozy-Fillon pour débusquer les "*faux*" chômeurs ou les "*fraudeurs*" aux allocations familiales sont les derniers témoignages en date qui confirment ce qui a été dit plus haut.

Dès lors, on aura compris qu'il nous faut impérativement lier le combat pour l'abolition du capitalisme au combat pour l'abolition des institutions de la Ve République, et que l'on ne peut concevoir le moindre compromis ou la moindre conciliation avec une quelconque institution du capital en France, en Europe ou dans le monde.